

Le chômage de longue durée marque le parcours professionnel

Les étrangers, les personnes peu qualifiées et les travailleurs plus âgés connaissent un risque plus élevé de chômage de longue durée. Ils peuvent subir d'importantes pertes de revenus. *David Liechti, Michael Siegenthaler*

Abrégé Si le nombre de personnes au chômage pendant plus de douze mois a augmenté ces dernières années, celui des chômeurs de longue durée inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) est resté relativement stable. Une étude mandatée par la Confédération s'est penchée sur ces évolutions divergentes. Globalement, le risque de chômage de longue durée est plus élevé pour les étrangers, les personnes en réinsertion professionnelle et les familles monoparentales. L'impact est lourd pour les personnes touchées : leur revenu du travail baisse en moyenne d'un quart à un tiers, et ce de manière durable.

Ces dernières années, l'écart s'est creusé entre les chiffres du chômage du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) et le taux de chômage au sens de l'Organisation internationale du travail (OIT)¹ : tandis que les effectifs de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement (ORP) a baissé de 34 000 personnes entre 2010 et 2018 pour atteindre 118 000 individus, le nombre de personnes sans emploi selon les définitions de l'OIT a progressé de 19 000 pour atteindre 231 000.

Cette évolution décalée s'explique surtout par le nombre croissant de chômeurs de longue durée qui ne s'inscrivent pas ou plus auprès d'un ORP pour la recherche d'un emploi. Selon la définition de l'OIT, ce groupe comptait en 2018 quelque 80 000 personnes de 25 à 64 ans. Le nombre correspondant de chômeurs de longue durée entre 25 et 64 ans inscrits auprès d'un ORP – des personnes enregistrées comme chômeurs depuis plus d'un an – recense pourtant depuis des années plus ou moins 20 000 personnes et a même un peu baissé dernièrement (voir *illustration 1*, p. 10).

Ces valeurs divergentes dans les deux statistiques ne surprennent pas vraiment. Le nombre de personnes sans emploi est recensé une fois par trimestre lors d'une enquête téléphonique auprès d'un échantillon de la population résidente

permanente. Il inclut donc également les chômeurs non inscrits auprès d'un ORP, que ce soit parce qu'ils renoncent au conseil, n'ont pas droit aux indemnités de l'assurance-chômage (AC) ou ignorent tout simplement qu'ils ont un tel droit. La raison pour laquelle ces chiffres sont si divergents et ont vu leur écart continuer d'augmenter ces dernières années reste cependant peu claire.

Une étude mandatée par la Confédération a analysé les chiffres des chômeurs et des personnes sans emploi entre 2010 et 2018². L'enquête de synthèse sur la protection sociale et le marché du travail (Sesam) a fourni la base de données pour cette partie de l'étude, qui s'est concentrée sur les 25–64 ans.

Seul un chômeur de longue durée sur trois à l'ORP

Le nombre moyen de chômeurs de longue durée non inscrits a augmenté de presque 20 000 lors de la période examinée. En 2018, deux chômeurs de longue durée sur trois n'étaient pas inscrits auprès d'un ORP et environ la moitié des chômeurs de longue durée non inscrits n'avaient jamais été enregistrés au cours des cinq années précédentes. La hausse a été supérieure à la moyenne chez les plus de 45 ans : 53 % des chômeurs de longue durée non inscrits en 2018 avaient 45 ans ou plus. Le nombre de personnes hautement qualifiées a également augmenté : presque un quart des chômeurs de longue durée non inscrits étaient titulaires d'un diplôme du degré tertiaire.

En comparaison, le nombre de chômeurs de longue durée âgés de 25 à 64 ans et inscrits auprès d'un ORP a reculé d'environ 5 000 entre 2010 et 2018. La baisse s'est toutefois limitée aux moins de 45 ans, tandis que le nombre des plus de 45 ans

¹ Les « chômeurs » au sens du Seco sont inscrits auprès d'un ORP et disponibles pour un emploi. Les « personnes sans emploi » comprennent quant à elles tous les demandeurs d'emploi sans travail, selon les définitions de l'OIT. Les définitions détaillées sont disponibles sur le site Internet du Seco (page « Chiffres du chômage »).

² David Liechti et Michael Siegenthaler (2020). *Situation, Entwicklung und Auswirkungen der Langzeitarbeitslosigkeit*. Étude commandée par le Seco sur mandat de la Commission de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage.

est resté stable. Cette évolution divergente est probablement due en partie à la révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) en 2011, qui a réduit la durée maximale du droit aux indemnités de chômage pour les demandeurs d'emploi de moins de 55 ans. Les demandeurs plus âgés restent donc inscrits en moyenne plus longtemps du fait d'un droit plus long aux indemnités de chômage.

Souvent pas de droit aux indemnités

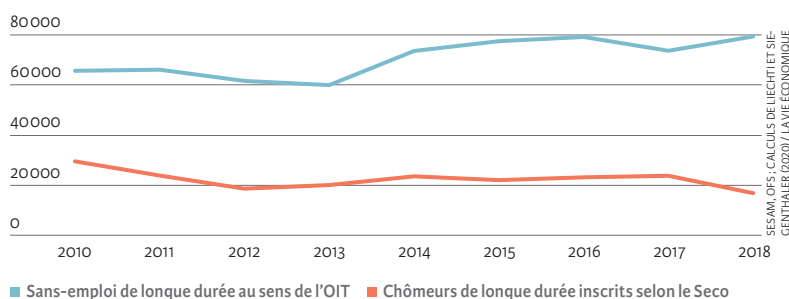
Parmi les actifs occupés, le plus grand risque de devenir chômeur de longue durée pèse sur les personnes qui ont par le passé déjà connu des périodes de chômage, bénéficient d'une rente AI, sont de nationalité étrangère, n'ont effectué que la scolarité obligatoire (en comparaison avec celles ayant achevé une formation professionnelle) ou ont plus de 55 ans (par rapport aux 35–44 ans). Le risque est en outre plus élevé pour les femmes, les 45–54 ans (comparés aux 35–44 ans), les personnes « séparées » à l'état civil (par opposition aux « célibataires ») et celles ayant des enfants de moins de 15 ans. Sur le plan régional, le Tessin et le bassin lémanique sont davantage touchés que la Suisse du Nord-Ouest.

Pourquoi de nombreux chômeurs de longue durée ne s'inscrivent-ils pas auprès d'un ORP ? Il s'agit fréquemment de femmes, d'étrangers, de bénéficiaires de rentes AI et de personnes sans activité lucrative antérieure, en réinsertion professionnelle ou qui sont sans emploi depuis plus longtemps que la moyenne. Ce sont donc souvent des chômeurs de longue durée qui n'ont probablement pas droit aux indemnités de chômage. L'épuisement du droit réduit la probabilité qu'une personne s'inscrive auprès d'un ORP : 28 % des chômeurs de longue durée non inscrits en 2018 étaient arrivés en fin de droit au cours des cinq années précédentes.

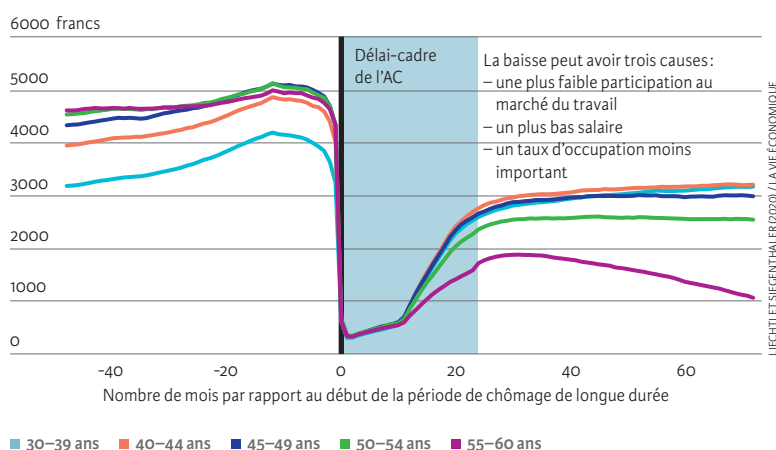
Une cassure dans le parcours professionnel

L'étude a également examiné comment le chômage de longue durée affecte le parcours professionnel à moyen et long terme, en analysant les données du registre de revenus de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) pour 270 500 chômeurs de longue durée qui avaient perçu des indemnités de

III. 1. Personnes sans emploi et chômeurs de longue durée âgés de 25 à 64 ans (2010–2018)



III. 2. Revenu mensuel du travail avant et après une période de chômage de longue durée, par groupes d'âge



Le graphique représente le revenu mensuel provenant de l'activité dépendante et indépendante avant et après le début du chômage de longue durée parmi tous les individus concernés. Les personnes qui ne travaillent plus après leur période de chômage sont prises en compte avec un revenu du travail de 0 franc. Le graphique représente le revenu du travail attendu des personnes concernées et prend également en compte une possible inactivité ou un taux d'occupation réduit. Les éventuelles prestations de l'assurance-chômage (AC), de l'assurance-invalidité (AI) ou de l'aide sociale ne sont pas comptabilisées.

chômage pendant au moins douze mois consécutifs entre 2004 et 2014.

Il apparaît que le chômage de longue durée se solde par un recul de l'activité lucrative pour les personnes concernées. Entre la troisième année qui précède et la quatrième année qui suit un épisode de chômage de longue durée, le taux d'actifs occupés chute de neuf points de pourcentage chez les 30–39 ans, de 22 points chez les 50–55 ans et même de 38 points chez les 55–60 ans. Le revenu moyen du travail des personnes qui retrouvent un emploi diminue en outre par rapport à la période qui précède le chômage de longue



De bonnes connaissances linguistiques facilitent la recherche d'emploi. Des cours d'allemand à Coire.

durée, que ce soit en raison d'un plus bas salaire ou d'un taux d'occupation moins important. Ces facteurs ont dans l'ensemble des effets négatifs durables sur le revenu moyen du travail (voir *illustration 2*).

Les analyses montrent également que la perte de revenu du travail après le chômage s'accroît avec la durée du chômage. La diminution du revenu dépend en outre de l'âge et s'avère plus marquée pour les personnes qui ont 55 à 60 ans au début de leur période de chômage. Leur revenu du travail (corrigé de l'inflation) chute de 63 %, passant d'environ 4700 francs par mois en moyenne dans la troisième année qui précède le chômage de longue durée à 1750 francs dans la quatrième année qui suit cette période de chômage. À titre de comparaison, cette baisse est de 15,5 % chez les 30–39 ans.

Une baisse marquée des revenus

L'étude a pour finir évalué plus en détail l'impact du chômage de longue durée sur le revenu du travail à l'aide de méthodes économétriques. Les estimations reposent sur une comparaison des revenus de chômeurs de longue durée avec ceux de chômeurs statistiquement comparables restés sans emploi pendant quatre à onze mois. Il apparaît qu'une longue période de chômage réduit en moyenne le revenu du travail des personnes

touchées d'un quart à un tiers de façon permanente par rapport au groupe témoin.

L'effet du chômage de longue durée sur le revenu est particulièrement marqué pour les travailleurs âgés, peu qualifiés ou qui bénéficiaient d'un revenu du travail comparativement élevé avant le chômage, ainsi que pour les personnes ayant acquis une formation dans le domaine du commerce, des transports, de l'agriculture ou de l'économie forestière. L'effet négatif sur le revenu d'une période de chômage de longue durée (comparé à une brève expérience de chômage) n'a pas évolué ces dernières années. Il est demeuré tout aussi important pour les personnes qui se sont retrouvées au chômage après la crise économique de 2010–2013 que pour celles qui avaient été touchées précédemment.



David Liechti

Conseiller principal,
BSS Volkswirtschaftliche
Beratung, Bâle

Michael Siegenthaler

Chef de la section Marché
suisse du travail, Centre
de recherches conjon-
cturelles (KOF) de l'École
polytechnique fédérale de
Zurich (EPFZ)